



Mauritanie :

Profil des marchés céréaliers et de bétail : Implications pour la sécurité alimentaire

Strengthening Emergency Needs
Assessment Capacity (SENAC)

Septembre 2006

Mauritanie : Profil des marchés céréaliers et de bétail : Implications pour la Sécurité Alimentaire

Préparé par: *Geert Beekhuis, Ndiaye Yéro et Mamadou Anne*

Septembre 2006

© Programme alimentaire mondial, Service de l'Évaluation des besoins d'urgence (ODAN),
Service de l'Analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ODAV)

Cette étude a été préparée dans le cadre du projet Renforcement de la Capacité d'Évaluation des Besoins d'Urgence (SENAC). Le projet SENAC a pour but de renforcer la capacité du PAM à évaluer les besoins humanitaires dans le domaine de l'alimentation au cours des opérations d'urgence et immédiatement après, grâce à des évaluations précises et impartiales.

Pour de plus amples renseignements sur le projet SENAC, nous contacter à l'adresse odan_info@wfp.org ou notre site internet www.wfp.org/ODAN/senac

Programme alimentaire mondial des Nations Unies

Siège social: Via C.G. Viola 68, Parco de' Medici, 00148, Rome, Italie

Toutes les informations sur la division VAM et les rapports en format électroniques sur <http://vam.wfp.org/main/index.jsp>

Ce document a été produit avec le soutien financier de l'Union européenne. Les vues exprimées ne reflètent en aucun cas l'opinion officielle de l'Union européenne.

**Mauritanie : Profil des marchés céréaliers et de bétail :
Implications pour la sécurité alimentaire**

Septembre 2006

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier l'équipe du PAM à Nouakchott et des sous-bureaux et l'équipe chargée de l'Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (AGVSA), ainsi que les partenaires, en particulier le FEWS NET et les représentants du gouvernement qui ont fourni des informations indispensables à la réalisation de ce rapport.

Pour plus d'information, s'adresser à :

Gian Carlo Cirri – WFP Mauritanie
Directeur du PAM à Nouakchott

Giancarlo.cirri@wfp.org

Geert Beekhuis – WFP Dakar
Chargé régional de l'analyse des marchés

Geert.Beekhuis@wfp.org

TABLE DES MATIERES

Rapport principal (volume I)

1	Résumé.....	7
2	Introduction et méthodologie	8
3	Disponibilité : offre et demande de céréales	9
4	Prix des produits agricoles.....	11
5	Commercialisation en céréales.....	12
6	Production et commercialisation du bétail	15
7	Comportement commercial des ménages.....	17
8	Principales menaces de nature commerciale sur la sécurité alimentaire.....	20
9	Recommandations.....	20

Annexe technique (volume II) \ a

1 Introduction, objectifs et méthodologie

- 1.1 Introduction**
- 1.2 Objectifs**
- 1.3 Méthodologie**

2 Disponibilité: offre et demande en céréales

- 2.1 Production nationale**
- 2.2 Importations**
- 2.3 Demande**
- 2.4 Bilan**

3 Prix des céréales

- 3.1 Sources et qualité des données**
- 3.2 Vue d'ensemble**
- 3.3 Prix du blé**
- 3.4 Prix du riz**
- 3.5 Prix des céréales sèches**

4 Commercialisation des céréales

- 4.1 Introduction**
- 4.2 Caractéristiques des marchés**
- 4.3 Marchés par zone**
- 4.4 Stratégies commerciales**
- 4.5 Circuits de commercialisation**
- 4.6 Accès physique aux marchés**
- 4.7 Régulations et interventions du gouvernement**

5 Production et commercialisation du bétail

- 5.1 Introduction**
- 5.2 Offre et demande**
- 5.3 Systèmes de production**
- 5.4 Circuits de commercialisation**
- 5.5 Marchés**
- 5.6 Saisonnalité et prix**
- 5.7 Implications pour l'accès aux aliments et risques commerciaux**

6 Comportement commercial des groupes vulnérables

- 6.1 Profils du comportement commercial**
- 6.2 Comportements et risques par zone**
- 6.3 Indicateurs commerciaux à suivre**

Appendices

- 1. Guide d'entretien
- 2. Marchés et villages visités
- 3. Cartes
- 4. Production céréalière
- 5. Prix du mil, sorgho, riz et blé

\ a : L'annexe technique est disponible au niveau du PAM :
WFP.Nouakchott@wfp.org; ou Geert.Beekhuis@wfp.org.

1 Résumé

Ce profil des marchés vient compléter l'Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (AGVSA). Il a pour objectif d'approfondir la compréhension des interactions entre l'évolution des marchés et l'accès économique des ménages aux produits alimentaires. L'analyse des données primaires et secondaires permet de tirer les conclusions suivantes :

Les ménages mauritaniens sont très dépendants des marchés, notamment pour leurs achats alimentaires. L'achat de produits importés comme le riz, le blé, l'huile et le sucre est généralisé sur tout le territoire et effectué par les ménages appartenant à toutes les catégories de sécurité alimentaire. L'achat de sorgho, produit localement ou importé du Mali, est répandu surtout au sud du pays, pendant la période où les prix sont bas. Par contre, la vente d'animaux et de produits agricoles est nettement moins importante. La vente de produits agricoles est concentrée dans les trois zones 'agricoles' du pays. Dans ces zones, les ménages vendent des produits agricoles en grande quantité juste après la récolte. Cela permet notamment aux ménages en insécurité alimentaire de rembourser leurs dettes et d'effectuer les paiements pressants. La vente d'animaux se limite aux ménages qui possèdent des animaux. Il ne s'agit pas des ménages les plus pauvres mais ils courent pourtant le risque de tomber dans cette catégorie.

Tout en notant la dépendance vis à vis des marchés et des importations, il faut savoir que plusieurs risques planent sur la sécurité alimentaire des ménages. On peut citer:

- i) une hausse des prix et/ou une rupture des approvisionnements des produits importés (qui pourraient trouver ses origines dans une dépréciation de la monnaie nationale, l'Ouguiya), une hausse des prix sur le marché international, un manque de devises ou des difficultés pour obtenir l'accord d'importation, une augmentation des taxes formelles/ informelles et/ou un comportement oligopolistique de la part des importateurs ;
- ii) une hausse du prix et/ou une rupture des approvisionnements en sorgho suite à une chute de la production nationale et/ou malienne ou à une fermeture des frontières entre la Mauritanie et le Mali;
- iii) une baisse des prix des animaux : ceci pourrait être une conséquence d'une augmentation rapide de l'offre suite à un manque de pâturage ou d'eau, d'une baisse de la demande extérieure par exemple suite à une appréciation de l'Ouguiya, d'un changement des réglementations de l'importation du bétail dans les pays environnants ou d'une augmentation des taxes formelles/ informelles;
- iv) une chute de la demande de main d'œuvre, soit en zone rurale, soit en zone urbaine nationale ou internationale (à travers des transferts) qui aurait des conséquences négatives sur les revenus et l'accès aux aliments; et
- v) dans les zones agricoles, agropastorales et de la vallée, une baisse des prix du sorgho, niébé et du riz immédiatement après la récolte qui réduirait les revenus des ménages.

La capacité actuelle de suivi de ces risques par le PAM et ses partenaires n'est pas suffisante. Ni le PAM, ni le gouvernement n'ont de système fonctionnel de collecte et d'analyse des prix. Il est donc souhaitable que le PAM et ses partenaires renforcent leur capacité de suivi des marchés et des flux transfrontaliers. Ceci permettrait de détecter des problèmes : i) d'accès aux aliments à travers les marchés ; ii) d'approvisionnement des marchés en céréales ; et iii) de vente d'aide alimentaire sur les marchés. Bien qu'il soit souhaitable de

renforcer la capacité du gouvernement, le PAM ne dispose pas de ressources pour le faire. Comme solution intérimaire, les auteurs de la présente étude ont proposé d'utiliser les sous-bureaux du PAM pour effectuer le suivi des marchés jusqu'au moment où la capacité du gouvernement aura été renforcée. Des paniers de consommation et de revenus pourront aussi être constitués afin de permettre de traduire les changements de prix en changement de pouvoir d'achat réel.

Des programmes d'assistance utilisant du « cash » ou des coupons ne sont pas recommandés en raison de l'accès physique difficile aux marchés et du manque de compétitivité des marchés locaux et des marchés éloignés. En outre, l'existence d'un système commercial basé sur le crédit et les relations de confiance entre les villageois et les commerçants locaux, ne militent pas en faveur de la distribution des coupons ou du cash comme instrument d'aide pour améliorer la sécurité alimentaire. Les bénéficiaires ont tout intérêt à utiliser les coupons et le cash en priorité pour le remboursement des dettes afin de maintenir de bonnes relations avec les commerçants et pour continuer à avoir accès au crédit.

L'achat de céréales produites localement n'est pas recommandé en raison du déficit de production. Il est par contre probable que les achats de produits importés auprès des entreprises basées en Mauritanie n'auront pas de conséquences négatives sur le marché si les conditions suivantes sont respectées: i) le paiement doit être fait en devises afin d'éviter le problème du manque de devises ; ii) les achats doivent être planifiés.

Les détails des recommandations sont décrits au chapitre 9. Une synthèse des recommandations adoptées par les participants de l'atelier de validation tenu à Nouakchott est présentée au chapitre 9.1.

2 Introduction et méthodologie¹

Le PAM et ses partenaires² ont commencé en octobre 2005 une AGVSA. Une composante « marchés » a été intégrée dans l'AGVSA afin d'approfondir la compréhension des interactions entre l'évolution des marchés et l'accès économique des ménages aux produits alimentaires. Plus globalement, l'objectif principal de cette composante marchés est de montrer comment les marchés peuvent atténuer ou accentuer les conséquences des crises sur les groupes identifiés comme vulnérables par l'AGVSA, par l'identification des risques liés au fonctionnement des marchés pour la sécurité alimentaire et l'analyse de l'impact de l'évolution des marchés sur la sécurité alimentaire des ménages. De plus, cette étude fait aussi une proposition pour un système de suivi des marchés.

L'analyse des marchés permet d'abord d'évaluer la composante disponibilité de l'analyse de la sécurité alimentaire : les marchés céréaliers, du lait et de la viande jouent un rôle de « distributeur » de la production nationale et des importations alimentaires. Donc, l'analyse tente de répondre aux questions telles que : les marchés sont-ils suffisamment approvisionnés? Quels sont les risques qui menacent un bon approvisionnement? Comment gérer ces risques?

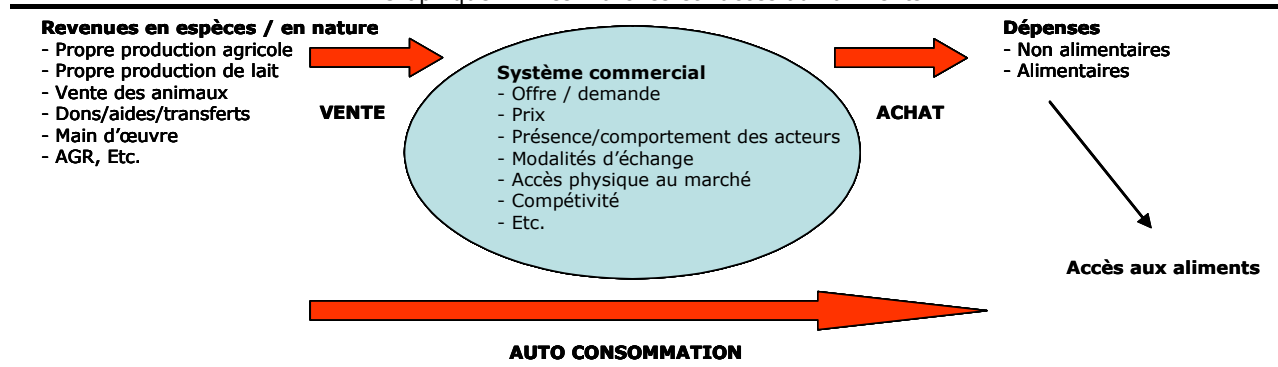
Ensuite, dans le cadre de l'analyse de la deuxième composante de la sécurité alimentaire, « l'accès aux aliments », les marchés alimentaires jouent un rôle en raison de leur influence sur: i) les niveaux des revenus (prix de vente);

¹ Une présentation détaillée des objectifs et de la méthodologie se trouve à l'annexe technique.

² Y compris: le Commissariat à la sécurité alimentaire, l'UNICEF, le FEWS NET et plusieurs ONG comme World Vision et ACORD.

ii) les prix d'achats, et donc sur le niveau du pouvoir d'achat réel. Le graphique suivant résume ces interactions avec le marché et la relation avec l'accès aux aliments.

Graphique 1 - Les marchés et l'accès aux aliments



L'analyse des marchés a été divisée en trois volets, organisés selon le niveau et la manière de collecter les données entre décembre 2005 et mai 2006 : i) un consultant a collecté et analysé les informations concernant les marchés au niveau national, régional et local ; ii) un deuxième consultant a tenu des « focus groupes » avec des groupes vulnérables dans un sous-échantillon des villages échantillonnés pour l'AGVSA (35 des 210 villages) ; et iii) l'analyse des données collectées par les questionnaires « fermés » de l'AGVSA au niveau des villages et des ménages. Ces trois volets ont été intégrés par le chargé régional de l'analyse des marchés du PAM pour l'Afrique de l'Ouest. Le résultat est présenté dans ce rapport qui est composé de deux volumes : i) le rapport principal ; et ii) l'annexe technique. Les documents seront présentés au Comité technique de l'AGVSA pour validation.

La principale faiblesse de ce profil des marchés concerne la qualité des données secondaires : prix, production agricole et animale, tailles des troupeaux, exportations, importations, etc. Les données disponibles en Mauritanie ne sont ni complètes, ni très fiables. Cette faiblesse a pu être atténuée par une collecte importante de données primaires, une évaluation des analyses existantes³ et des discussions avec des « personnes ressources ».

3 Disponibilité : offre et demande de céréales⁴

Pendant les cinq dernières années, la production nationale de céréales qui s'élève en moyenne à 142 000 tonnes était très insuffisante pour couvrir les besoins de la population estimés à 525 000 tonnes. Bien qu'en moyenne la production permette de couvrir un tiers des besoins, en 2004/2005, elle n'en a couvert que 15 pour cent. Le fait que la production nationale soit aléatoire s'explique par la variabilité pluviométrique, la présence potentielle des criquets et les faibles capacités de maîtrise de l'eau.

La disponibilité au niveau national est principalement assurée par les importations (Cf. Tableau 1 - Bilans céréaliers synthétiques, page 10). Ces importations fluctuent selon les années : par exemple, elles seraient moins élevées en 2005/2006 qu'en 2004/2005 en raison de la meilleure récolte de 2005/2006. Sur le plus long terme, le rôle des importations augmente, alors que celui de la

³ Par exemple : 'Mauritania Livelihood Profiles', FEWS, 2005.

⁴ Les détails sont présentés à l'annexe technique, chapitre 2.

production nationale devient de moins et moins important. Ceci peut s'expliquer par la dégradation des sols, la faible pluviométrie relevée pendant ces dernières années et la croissance démographique.

Pour 2005/2006, un déficit de 62 000 tonnes est attendu. Il est dû à une baisse des importations commerciales et de l'aide alimentaire, qui n'aurait pas pu être compensée par l'augmentation de la production nationale. Il faut par ailleurs noter que les stocks nationaux sont estimés à un niveau de 90 000 tonnes, ce qui est supérieur au niveau du déficit.

Tableau 1 - Bilans céréaliers synthétiques

	2004/2005	2005/2006 \ a
Production brute	115 000	202000
Production nette	76000	151000
Stocks initiaux	36000	59000
Importations commerciales	423000	319000
Aide alimentaire importée	49000	17000
Ressources	584 000	546 000
Exportations	0	0
Stocks finaux	59000	92000
Consommation \ b		
<i>total</i>	526000	516000
<i>par habitant</i>	184	176
Emplois	585000	608000
Déficit / surplus		-62 000
\ a: Provisiore		
\ b: Pour 2004/2005: consommation apparente; pour 2005/2006: consommation selon la norme		

Source : République Islamique de Mauritanie, 28 Février 2006

La production céréalière est composée notamment de riz et de sorgho qui sont cultivés dans la vallée grâce à des systèmes d'irrigation et dans la zone centre-sud où la production dépend des pluies. Bien que la production nationale soit finalement moins importante en quantité que les importations, elle joue un rôle essentiel car elle permet de générer des revenus qui peuvent s'avérer nécessaires pour acheter d'autres aliments sur les marchés.

Le volume des importations est principalement déterminé par : i) la demande, fonction du pouvoir d'achat, de la production nationale, sénégalaise et malienne et des distributions d'aide alimentaire ; ii) les coûts de revient, fonction du prix au marché international, des taux de change, des frais de transport et des taxes ; iii) la réglementation liée au Certificat d'importation et d'exportation et les procédures réglant l'échange des devises, qui doivent être allouées par la Banque centrale à l'importation du blé et du riz ; et iv) les restrictions informelles et formelles d'exportation de vivres par le Mali et le Sénégal.

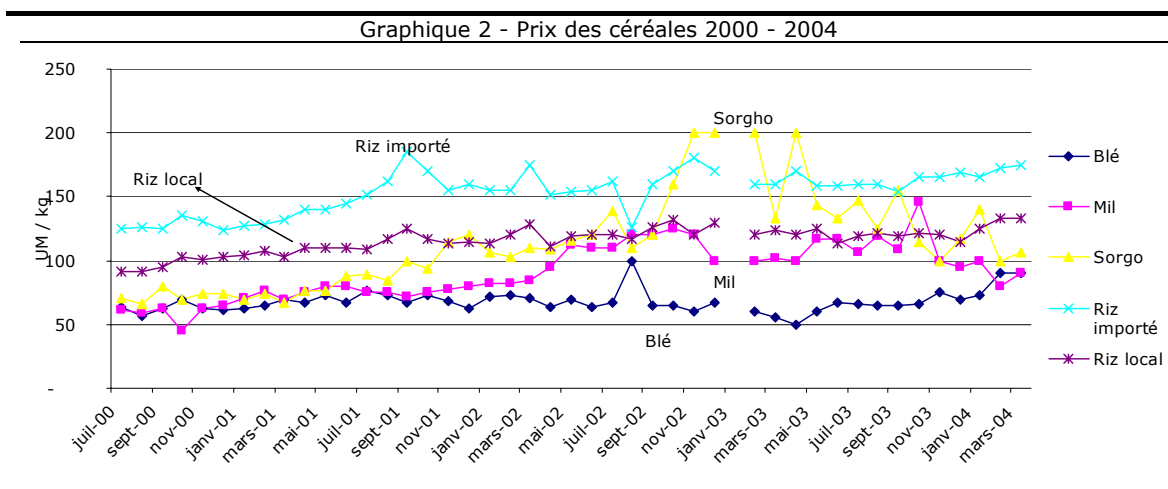
Une caractéristique de la Mauritanie est la dépendance des ménages vis-à-vis des marchés pour s'approvisionner. Selon l'AGVSA, presque 100 pour cent de la population, y compris les agriculteurs achètent des aliments. Il s'agit notamment de produits importés d'Europe et d'Asie (blé, sucre, riz, etc.), ainsi que du Mali et du Sénégal (mil, sorgho, riz). Par ailleurs, la demande extérieure porte sur le bétail (voir chapitre 5) et les produits « en transit », comme le blé, le thé, le sucre et d'autres produits qui importés d'Europe sont acheminés vers le Mali.

En général, la disponibilité en céréales au niveau national paraît bonne grâce aux importations commerciales. Le blé joue un rôle clef. Néanmoins, il faudra noter que plusieurs risques non négligeables menacent les importations : i) la (non-) convertibilité et le manque des devises ; ii) le taux de change entre la monnaie nationale, l'Ougiyaya et les devises ; et iii) le prix du blé et du riz sur le marché international. De plus, le pays est dépendant pour sa sécurité alimentaire d'un petit groupe d'entrepreneurs car seul un nombre réduit d'importateurs dirige la gestion des importations de riz et de blé.

4 Prix des produits agricoles⁵

Sur la base de l'analyse des prix (Cf. Annexe technique, chapitre 3), les constatations suivantes peuvent être faites : i) le prix du riz importé est en général le plus élevé des prix des céréales ; ii) les prix du sorgho et du mil sont très variables ; iii) le prix du blé est moins élevé que les prix du riz, du mil et du maïs ; et iv) le prix du sorgho est en général plus élevé que le prix du blé, surtout depuis mi 2001, mais les prix du sorgho et du blé peuvent se rapprocher au moment où le prix du sorgho tombe (après une bonne récolte) et celui du blé augmente comme à la fin de 2005. Par exemple, en décembre 2005, le prix du sorgho était moins élevé que le prix du blé, selon les données collectées par l'AGVSA dans les villages.

Le graphique ci-dessous illustre ces constatations avec les données du CSA. La moyenne des prix des céréales sur les marchés de Socogim (Nouakchott), de Tidjika et de Néma est présentée; les prix par marché montrent des évolutions similaires (Cf. chapitre 3 de l'annexe technique).



Source : CSA

Une comparaison des prix collectés en décembre 2005 dans les villages (AGVSA) et sur les marchés qui approvisionnent ces villages montre un écart substantiel, qui s'explique par les frais élevés de transport du marché au village, ainsi qu'une offre limitée au niveau des villages (souvent il n'y a qu'un commerçant ou boutiquier). Pour un sous-échantillon des marchés/villages visités, l'écart entre les prix au sac au marché et le prix au consommateur au village est de 16 pour cent pour le blé, soit 14 ouguiya par kg. L'exemple de Tightghir distant de 85 km de Tintane montre que ces écarts peuvent être beaucoup plus élevés : le prix du riz et du blé sont respectivement 50 UM par kg et 25 UM par kg plus chers à Tightghir qu'au marché d'approvisionnement de Tintane.

⁵ Veuillez noter que la qualité des données des prix laissent à désirer (Cf. chapitre 2) et que tous les prix mentionnés dans ce chapitre concernent les prix 'au consommateur'.

Blé. Le prix du blé en Mauritanie est principalement déterminé par le prix sur le marché international, la disponibilité des devises pour l'importation et les tarifs et taxes à l'importation. En outre, les prix sur les marchés qui sont plus éloignés du port d'importation et des axes de communication sont plus élevés que la moyenne. Le prix du blé a varié en 2003/2004 de 60 UM à 100 UM, à cause du prix élevé sur le marché international. En décembre 2005, le prix a atteint 147 UM (AGSVA) dans les villages. La marge entre le prix de revient (magasin importateur) et le prix de vente au consommateur (marché de Socogim à Nouakchott) est modeste (en moyenne 4 pour cent) signe d'une compétitivité acceptable au niveau des importations.

Riz. Le prix du riz importé est en moyenne 45 pour cent plus élevé que le prix du riz local (marché de Socogim). La corrélation entre les prix du riz importé et celui vendu localement apparaissent aux graphes 1-3 à l'appendice 5 de l'annexe technique. La saisonnalité des prix elle n'apparaît pas. Les prix du riz dans les wilayas productrices sont en général plus bas que dans les autres wilayas. Si l'on suppose que la qualité des données est acceptable, il devient clair que le prix du riz importé ne suit pas de très près l'évolution du prix sur le marché mondial et que la marge entre le prix international et celui 'au consommateur' à Nouakchott est élevée, même excessive. Il apparaît que le marché d'importation du riz n'est ni très compétitif, ni très efficace. Cela s'explique par l'existence de différentes barrières tarifaires et non tarifaires à l'importation et le nombre réduit des importateurs.

Mil et sorgho. Le sorgho est en moyenne plus cher que le mil (de 25% environ). Les prix du sorgho et du mil sont très variables. Les données existantes ne permettent pas de tirer une conclusion définitive sur leur saisonnalité (données incomplètes et peu fiables). Les prix du sorgho étaient surtout élevés suite aux mauvaises productions agricoles en 2002 et 2003 (les données de la campagne 2004/2005 ne sont pas prises en compte).

Une comparaison géographique des prix montre que le sorgho est plus cher dans les wilaya qui ne produisent pas ou très peu de sorgho; pour le mil, les séries des prix concernent notamment les marchés au sud; le mil est peu consommé au centre/nord du pays. Les facteurs qui déterminent les prix du sorgho et du mil sont principalement le niveau de la production nationale, les importations provenant du Mali et dans une moindre mesure du Sénégal, qui sont à leur tour influencés par la production au Mali et ailleurs dans la sous-région, les prix au Mali et dans la sous-région et les obstacles (tarifaires et non - tarifaires) à l'exportation et à l'importation.

Pour conclure, il faudrait noter que depuis début 2004, le CSA ne relève et ne collecte plus les prix des céréales. En raison de l'importance de suivre les prix et leurs impacts sur la sécurité alimentaire – surtout dans un pays comme la Mauritanie où les ménages dépendent fortement des marchés – une proposition de suivi des marchés est faite au chapitre (9).

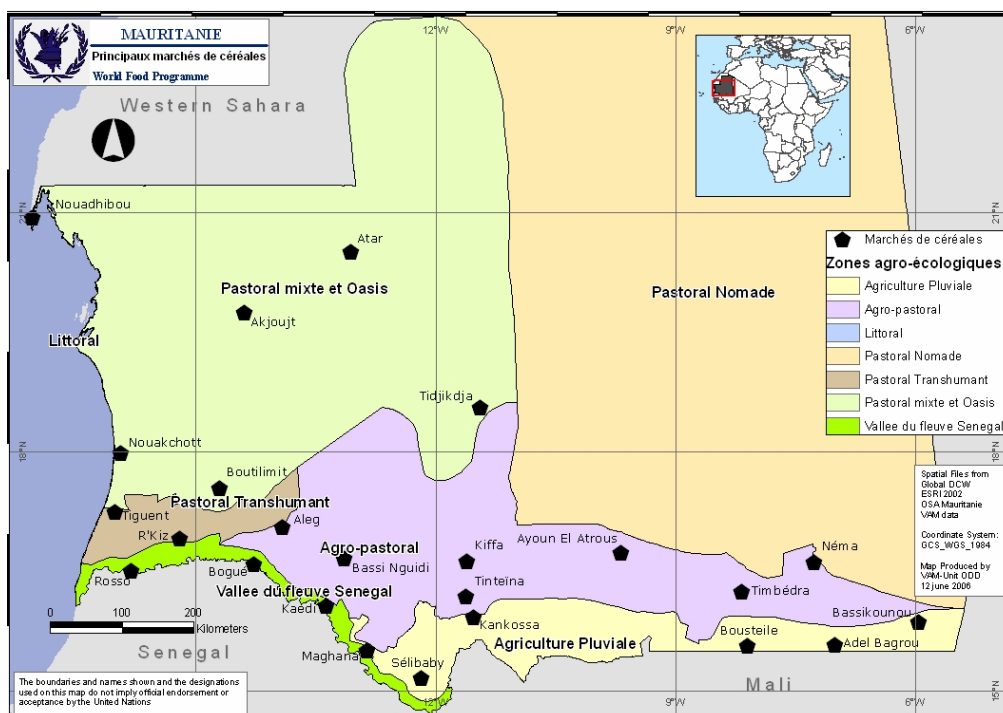
5 Commercialisation en céréales

5.1 Typologie et localisation des marchés

Les marchés céréaliers peuvent être classés en plusieurs catégories selon l'étape de commercialisation qu'ils représentent: marchés de collecte, marchés de regroupement, marchés de consommation, et selon leur situation géographique: marchés intérieurs et marchés frontaliers. Cette classification peut évoluer en fonction des saisons et des résultats de la dernière campagne agricole.

Les **marchés de collecte** sont situés au sud du pays. Ces marchés se focalisent sur le riz, le maïs et le sorgho au sud ouest du pays, et sur le mil et le sorgho au centre-sud et sud-est du pays. Les marchés de Kaédi, Sélibaby et Bousteïla sont cités comme de bons exemples d'un grand marché de collecte. Les principaux **marchés de regroupement** sont près de la frontière et dans la zone de production. Il s'agit par exemple des marchés de Boghé et de Tintane. Deux types de **marchés de consommation** peuvent être distingués: urbain et rural. Ces derniers se trouvent un peu partout dans le pays et s'ils sont éloignés d'une centre de commercialisation et / ou d'une route, les frais de transports et la faible compétitivité peuvent entraîner des prix excessifs. Les grands **marchés transfrontaliers** sont ceux de Galoya, Dodel et Thilone pour le commerce avec le Sénégal, mais également les marchés de Kaédi, de Boghé et de Rosso, Gouraye, Sélibaby et Abdel Bagrou.

La zone de nomadisme-pastoral ne compte pas de marchés important sauf celui de Néma et de Bassikounou près de la frontière avec le Mali (cf. carte ci-après). Les produits céréaliers locaux qui y sont vendus, servent d'ailleurs aux nomades en transhumance entre le Mali et la Mauritanie. Dans la zone oasisienne / mixte, les grands marchés sont ceux d'Atar, de Zoueratt, d'Akjoujt et de Tidjikja, tous des marchés de consommation pour plusieurs marchés départementaux. Sur le littoral, les principaux marchés se situent à Nouadhibou, à Nouakchott et à Saint Louis, tous de grands ports de débarquement des importations de produits alimentaires. Dans la zone transhumance-pastorale, les marchés importants se trouvent sur la route vers Rosso (Tiguent) et de l'Espoir (Boutilimit), ainsi qu'au niveau du lac R'kiz. Les zones agro-pastorales et agricoles pluviales comptent une multitude de marchés, de caractères variés (collecte, regroupement, transfrontalier et consommation). On peut noter les marchés d'Aleg, de Kiffa et d'Aioun – pour la zone agro-pastorale – et celui de Sélibaby, Kankossa et Bousteïla pour la zone agricole. Les grands centres urbains sont ravitaillés à partir des marchés de Rosso, de Bogué et de Kaédi, pour n'en citer que quelques-uns. La carte ci-dessous présente les principaux marchés⁶.

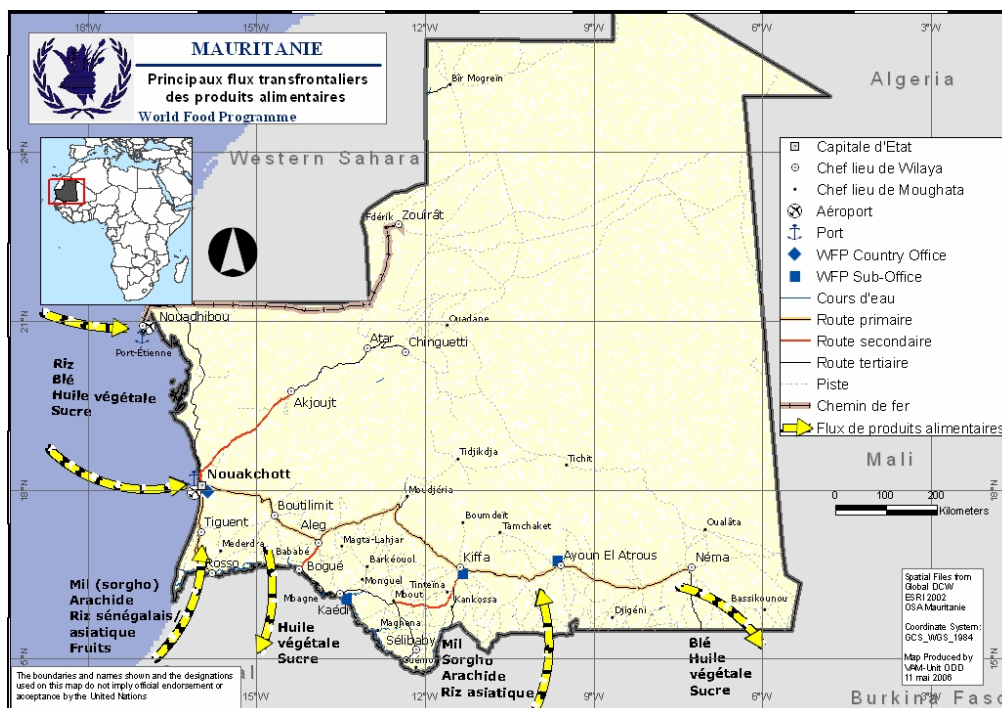


⁶ Les 27 marchés visités sur le terrain en décembre 2006 sont présentés à l'appendice 3 de l'annexe technique.

5.2 Circuits de commercialisation

Les produits céréaliers importés comme le blé, le riz et l'orge entrent presque tous par les ports de Nouakchott et de Nouadhibou. Ceux qui sont débarqués à partir de Nouadhibou sont directement envoyés dans les wilayas du Tiris Zemmour, d'Adrar et vers le Nord du Tagant. Le transport s'effectue par le train qui transporte les produits miniers au port et les camions de Choum à Atar. Il n'existe presque pas de rupture de transport pour ces denrées dans ces zones. Ces mêmes produits débarqués à Nouakchott sont expédiés vers les autres marchés de l'ouest (vers le fleuve), du sud et du sud-est. Dans certains marchés de ces zones on trouve également du riz asiatique venant du Mali et du Sénégal.

En ce qui concerne les productions locales (riz local, sorgho, maïs et mil) le sens est inverse. Les produits viennent de l'intérieur des zones de productions jusqu'à Nouakchott pour repartir vers les zones déficitaires ou dans les mêmes zones en périodes de soudure. Ces produits pouvant être expédiés directement vers les wilayas limitrophes.



5.3 Caractéristiques générales des marchés

Les marchés sont souvent caractérisés par une mauvaise gestion notamment du personnel et des installations de stockage. Ces déficiences des marchés engendrent des pertes alimentaires et obligent à vendre des produits de moindre qualité. Les coûts supplémentaires imputables aux pertes ou aux frais de fonctionnement additionnels se répercutent sur les consommateurs sous la forme de prix plus élevés.

Les commerçants travaillent dans un environnement où le crédit bancaire pour le financement des activités commerciales n'existe pas. Par contre, le crédit entre les différents acteurs du système commercial est très répandu. Tout le système du producteur jusqu'au détaillant fonctionne sur la base de ce type de crédit. Par exemple, les petits commerçants et les consommateurs ont souvent des relations de confiance: le premier accorde un crédit pendant la période de soudure et le deuxième rembourse après la récolte ou après la recette des transferts. Ce

système ne favorise pas la distribution des coupons ou du cash comme instrument d'aide alimentaire. Les ménages en insécurité alimentaire ont tout intérêt à utiliser ces sources en priorité pour le remboursement des dettes afin de maintenir de bonnes relations avec le commerçant et de continuer à avoir accès au crédit dans l'avenir. Par ailleurs, un groupe de gros commerçants - disposant du capital et des entrepôts - semble de plus en plus organiser de vrais réseaux de collecte et de commercialisation.

En Mauritanie, un accès physique facile aux marchés n'est pas assuré: i) les distances entre les lieux d'habitation des populations et les marchés qu'ils fréquentent sont très longues (en moyenne 70 km selon l'AGVSA); et ii) l'accès est bloqué pendant 1 à 2 mois par an. Ceci constitue un facteur défavorable pour la réussite des interventions utilisant du 'cash' au lieu des vivres pendant - ou suite à - une crise alimentaire.

5.4 Compétitivité et intégration des marchés

Les grands marchés sont relativement bien intégrés. En effet, les marchés de collecte et de regroupement, notamment des produits locaux, sont très liés entre eux. Un choc dans un de ces marchés se répercutera forcément dans l'autre. La pénurie ou l'abondance dans l'un est tout de suite ressenti dans l'autre et les niveaux des prix suivent la loi du marché. Par contre, les petits marchés ruraux de consommation qui sont gérés par un ou deux demi-grossistes qui pratiquent des prix et de ce fait, les chocs ailleurs sont moins perceptibles ici.

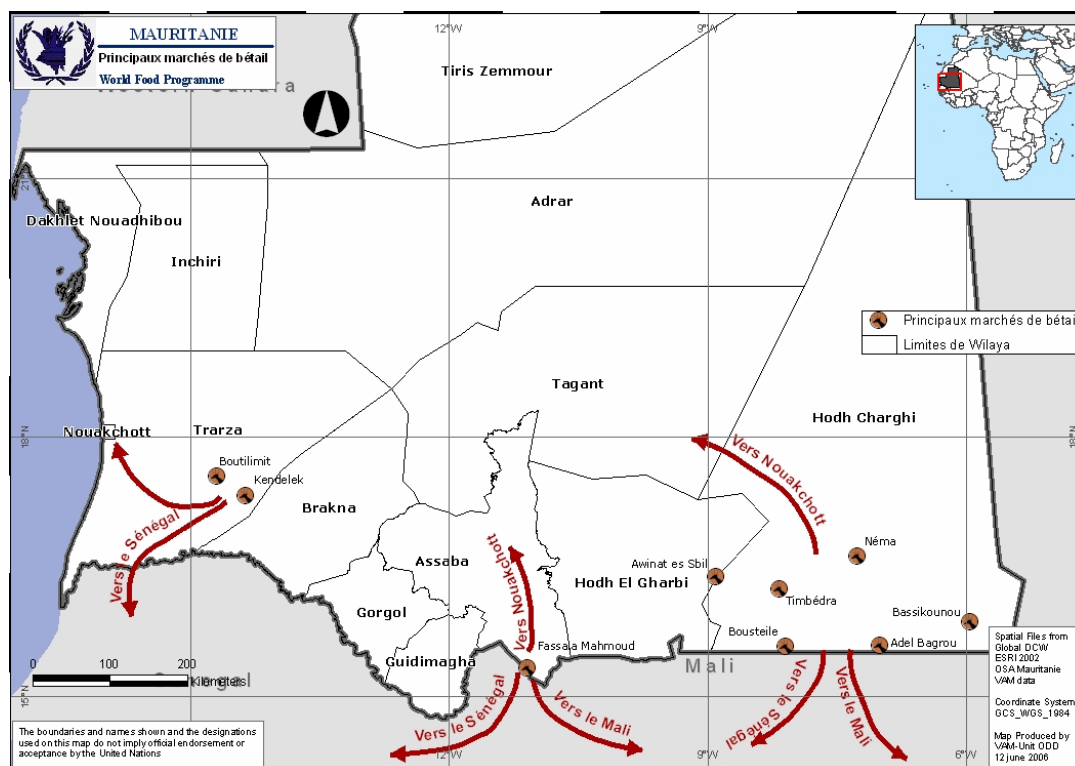
Les prix des denrées importées sont fixés ou déterminés par les grossistes de Nouakchott. Personne ne proposerait de prix différent d'autant plus qu'il existe des monopoles de fait détenus par une ou deux personnes. Les autres acteurs de la même filière ne font qu'adapter leurs prix en ajoutant leurs marges. C'est le cas du riz importé, par exemple. Malgré l'importation clandestine importante du Sénégal, les prix finissent toujours par être ceux des grands importateurs. Ici le consommateur ainsi que le petit commerçant subissent les lois des importateurs. Comme ils n'ont aucune organisation de défense, les prix ne font que monter même s'il n'y a pas de rupture d'approvisionnement.

6 Production et commercialisation du bétail

Dans un pays essentiellement pastoral comme la Mauritanie, le bétail joue un rôle fondamental pour la sécurité alimentaire de la population: i) les éleveurs sont majoritaires; ii) l'avantage comparatif de la Mauritanie en matière d'élevage extensif est évident; iii) l'élevage crée une valeur ajoutée très importante; iv) la consommation du lait et du beurre contribuent fortement à une meilleure nutrition de la population; et v) le bétail, comme moyen d'épargne, constitue un atout considérable pour la gestion des années difficiles. Enfin, l'élevage a un caractère fortement re-distributeur des ressources par les activités des auxiliaires et les mécanismes traditionnels de solidarité sociale.

La taille du cheptel national compterait 15,9 millions d'ovins et de caprins, 1,4 millions de bovins et 1,4 millions de chameaux, soit de 1,4 UBT (unité bovine tropicale) par ménage. Le potentiel de production de viande a toujours généré un excédent exportable sur pied qui est estimé à 17 000 tonnes/an correspondant à par exemple 330 000 petits ruminants. Il est estimé que le Sénégal reçoit les deux tiers des petits ruminants et un tiers des bovins, alors que le reste est absorbé par la Côte d'Ivoire. La demande nationale de bétail sur pied existe notamment dans les grandes villes comme Nouakchott où le pouvoir d'achat permet aux populations d'acheter plus facilement de la viande.

Les marchés de collecte et de regroupement sont situés dans les deux grandes zones d'élevage: i) le sud-est du pays, dans les wilayas du Hodh El Chargui, du Hodh El Gharbi et de l'Assaba; et ii) le sud-ouest, dans les wilayas du Trarza, du Brakna et du Gorgol. Bien qu'une spécialisation géographique stricte en terme de commercialisation ne semble pas exister, les collecteurs sénégalais sont beaucoup plus présents sur les marchés du sud-ouest. La carte ci-dessous montre les principaux marchés de bétail, ainsi que les circuits de commercialisation.



Après le regroupement, le commerçant utilise généralement un véhicule pour le transport du bétail. Néanmoins, dans le cas de marchés non distants comme entre les moughata et la capitale régionale ou entre régions limitrophes les services d'un berger suffisent. L'exception est lors de Tabaski (fête religieuse), trois – quatre mois avant les animaux sont conduits à pied à Dakar.

Le bon fonctionnement du circuit d'exportation du bétail sur pied est essentiel pour pouvoir vendre les excédents en animaux. Toute obstruction de ces exportations aura un impact sur les prix des animaux et les revenus de tous les acteurs de la filière. Actuellement, les exportateurs ne rencontrent pas beaucoup de difficultés dans l'exercice de leurs fonctions mais il faut souligner que les exigences sanitaires des pays importateurs peuvent à tout moment être évoquées, à tort ou à raison, pour toutes sortes de raisons politiques ou économiques inavouées. Cela constitue de fait une menace permanente pour l'exportation du bétail mauritanien. La bonne marche des exportations de l'excédent en bétail dépend aussi des facteurs suivants: i) la demande croissante dans les zones urbaines; ii) le taux de change; iii) les taxes formelles et informelles. Sur le plan conjoncturel, c'est surtout une dépréciation du FCFA qui pourrait entraîner des difficultés d'écoulement et une baisse des prix des animaux.

Le principal risque pour les propriétaires d'animaux est une chute des prix pendant une période où la vente d'animal est nécessaire: soit pour faire face aux besoins financiers urgents, soit pour éviter des frais d'alimentation du bétail. Ces

événements ont le plus souvent lieu après ou pendant une période de sécheresse, lors du manque de l'eau et de faible pâturages, en Mauritanie et/ou à l'extérieur.

Actuellement, les prix du bétail sur pied ne sont pas relevés⁷. Bien que l'AGVSA ait relevé les prix relatifs à la période de décembre 2005, il est difficile d'en tirer une conclusion faute d'information sur les périodes précédentes. Un effort devra être entrepris pour collecter les prix d'au moins un type d'animal. Si l'initiative du CSA n'aboutit pas, le PAM pourrait mettre en œuvre la collecte et l'analyse des prix au niveau d'un ou deux marchés. Le suivi du taux de change Ouguiya/FCFA sur le marché parallèle devra être incorporé afin de connaître les possibilités de vendre les animaux à l'extérieur.

7 Comportement commercial des ménages

Le comportement commercial des ménages détermine comment les évolutions des marchés affectent la sécurité alimentaire. Une analyse qualitative des stratégies commerciales a été faite, basée sur environ 30 'focus groupes', avec 300-500 personnes, dont les résultats sont résumés ci-après. Les détails par catégorie de mode de subsistance sont présentés à l'annexe technique. En outre, les résultats de l'enquête ménage de l'AGVSA sont utilisées pour décrire le comportement commercial au moment de l'AGVSA.

7.1 Analyse qualitative

Achats. Les ménages achètent surtout des produits agricoles importés qui constituent la base de leur alimentation. Il s'agit du riz, base du repas de la journée, suivi du blé et de la farine de blé pour celui du soir. Ces produits sont entrés dans les habitudes alimentaires ces dernières années car ils sont plus disponibles et souvent moins coûteux que les céréales sèches. Il s'agit principalement de riz importé sauf si le riz local, qui est moins cher, est disponible sur les marchés. Si le ménage a les moyens, il achète aussi de l'huile, du sucre et du niébé. Ces achats se font toute l'année. Les achats sont payés d'abord au comptant suivi par le paiement par crédit. Bien que cette situation paraisse généralisée sur tout le pays, il est clair qu'au sud du pays une préférence pour le sorgho existe; si son prix est raisonnable, les ménages achètent du sorgho quotidiennement. Vu que les prix d'aliments sont plus bas sur les marchés d'envergure régionale que dans les villages, les ménages achètent généralement leurs aliments sur ces marchés. Mais s'ils veulent acheter à crédit, ils sont obligés d'acheter là où les commerçants sont prêts à accorder des crédits, souvent dans les villages.

Ventes. La vente des animaux se fait uniquement en cas de besoin. Les mâles sont vendus avant les grandes fêtes (Tabaski, fin du ramadan) et en période de soudure quand les besoins des ménages se font sentir. Le fait de posséder des animaux est très répandu en Mauritanie. Néanmoins, dans le nord du pays, la vente concerne plutôt des caprins et parfois des caméliens, alors qu'au sud cela peut également concerner des ovins et des bovins. La vente des produits agricoles par les producteurs se fait uniquement dans les zones de la vallée, de l'agriculture pluviale et de l'agro-pastoralisme. Bien que les populations de ces zones soient souvent déficitaires en céréales, la grande majorité du paddy, du sorgho local et du niébé est écoulée toute suite après la récolte pour rembourser les dettes et effectuer des paiements urgents. De petites quantités sont vendues tout le long de l'année pour couvrir des besoins pressants. Ces ménages sont obligés d'acheter des produits importés plus tard dans l'année pour combler leur

⁷ Le CSA entreprend actuellement des efforts pour démarrer la collecte et l'analyse des prix du bétail.

déficit. Les ventes sont souvent faites au village, au niveau du boutiquier ou aux collecteurs qui visitent le village.

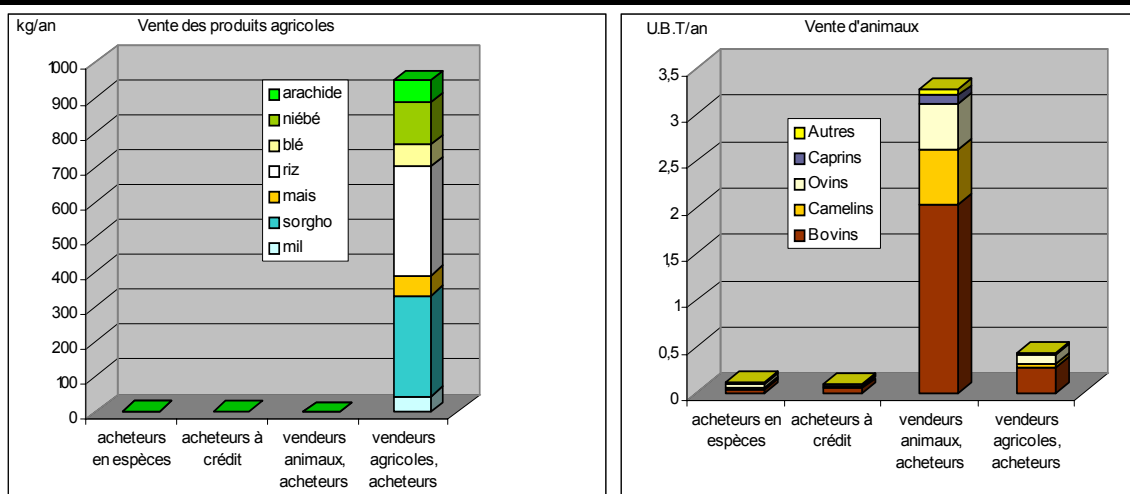
Stratégies pendant une année de crise. En cas de crise, l'achat à crédit est chronique, la tradition recommandant aux commerçants de venir au secours des clients. Les dettes des ménages augmentent considérablement parce que l'achat à crédit intervient plutôt à des prix plus élevés. Ensuite, la vente des animaux est plus importante afin de pouvoir s'approvisionner en aliments. Bien que les mâles soient vendus les premiers, les femelles sont difficiles à garder pendant une année de crise. D'autres stratégies peuvent être la migration précoce, dès janvier, vers les centres urbains pour chercher du travail et la vente des biens d'équipement. Ces stratégies sont appliquées partout sur le territoire. Leur impact sur la sécurité alimentaire, bien que d'une courte durée, dépend des ressources sociales et en animaux.

7.2 Analyse quantitative

Une analyse par SPSS (logiciel d'analyse statistique) des données collectées avec le questionnaire ménage de l'AGVSA permet de voir que tous les ménages achètent des produits alimentaires, alors qu'une minorité des ménages vendent du bétail (15 pour cent) ou des produits agricoles (3 pour cent, Cf. graphique 5). Pour le groupe qui ne vend ni produits agricoles ni animaux, la majorité achète en payant en espèces (58 pour cent).

Les deux graphiques montrent la vente des produits agricoles et des animaux par ces différents groupes: 'acheteur en espèces', 'acheteur à crédit', 'acheteurs et vendeurs d'animaux' et 'acheteur et vendeur' de produits agricoles. Pour la vente des produits alimentaires, il s'agit de sorgho, de riz et de cultures de rente comme le niébé et l'arachide. Le bétail vendu est principalement des bovins, suivi par les caméliens et les ovins.

Graphiques 3 et 4 - Vente de produits agricoles et d'animaux

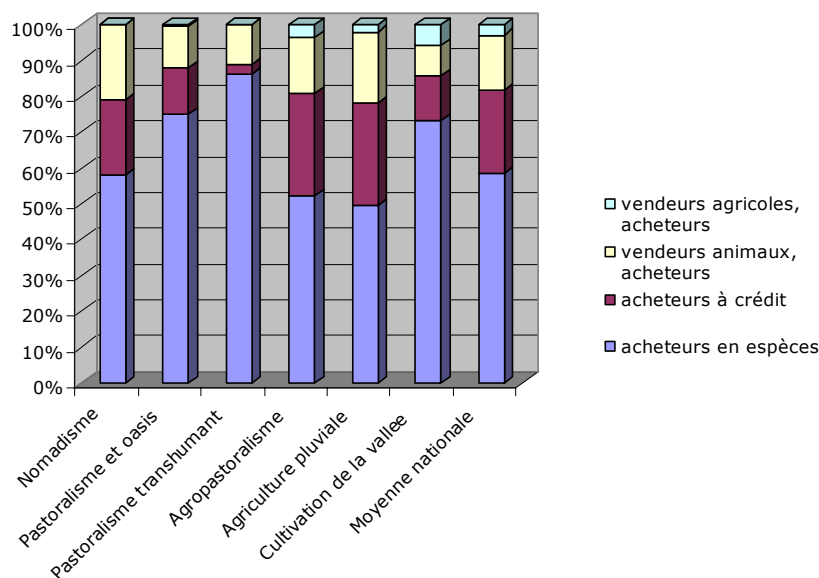


Source : Résultats de l'enquête AGVSA, 2006.

Le graphique suivant montre le comportement commercial par zone agro-écologique. Le graphique permet de voir qu'une baisse des prix du bétail aura des conséquences négatives sur tous les ménages ayant des animaux, et notamment sur les habitants des zones 'nomadisme' et 'agricole pluviale', alors qu'une baisse des prix des céréales locales (sorgho, riz, etc.) aura un impact négatif sur les zones 'agropastorale', 'agricole pluviale' et 'vallée'. L'achat à crédit existe partout, notamment dans les zones 'agropastorale' et 'agricole pluviale', alors qu'il n'est

pas très répandu dans la zone pastoralisme transhumance. Ces informations sont importantes pour le suivi de la sécurité alimentaire et notamment pour le suivi de l'impact des prix sur l'accès aux aliments.

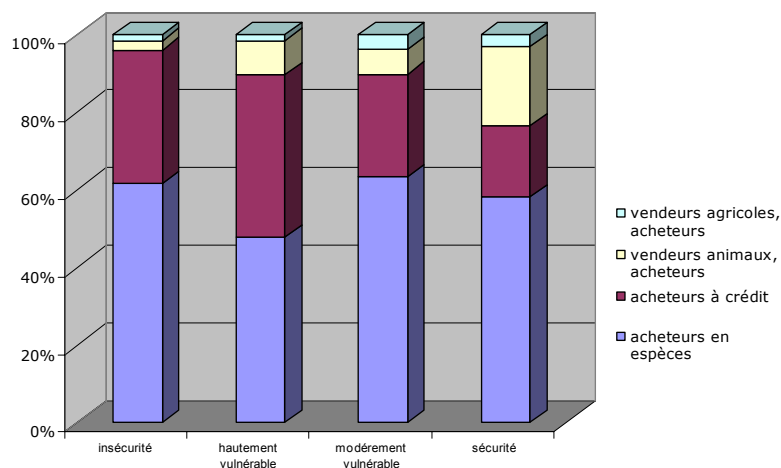
Graphique 5 - Comportement commercial par zone agro-écologique



Source : Résultats de l'enquête AGVSA, 2006.

Le graphique 6 permet d'examiner le comportement commercial par catégorie de sécurité alimentaire. Il est intéressant de noter que les ménages en insécurité alimentaire vendent très peu d'animaux et d'aliments: une baisse de prix aura un impact direct réduit sur leur sécurité alimentaire; par contre les autres groupes qui vendent des animaux et des aliments seront plus touchés par une chute des prix.

Graphique 6 - Comportement commercial par classe de sécurité alimentaire



Source : Résultats de l'enquête AGVSA, 2006

8 Principales menaces de nature commerciale sur la sécurité alimentaire

Pour toutes les zones, les prix élevés des produits importés – riz asiatique, blé, sucre et huile – et du niébé constituent une menace importante pour l'accès aux aliments. De même, une rupture dans l'approvisionnement des produits importés pourrait menacer la disponibilité des produits sur les marchés locaux. Une telle hausse des prix ou rupture des importations pourraient trouver ses origines dans: i) une dépréciation de l'Ouguiya; ii) une hausse des prix sur le marché international; iii) un manque de devises ou des difficultés d'obtenir l'accord d'importation; iv) une augmentation des taxes formelles/informelles; et v) notamment pour le riz, une décision du petit groupe d'importateurs d'augmenter leurs marges et/ou réduire la quantité importée.

Exception faite pour les zones au nord, où la consommation du sorgho est moindre, des prix élevés du sorgho pourraient également entraîner des problèmes d'accès. Une rupture des importations provenant du Mali ou une chute de la production nationale de sorgho pourrait créer une pénurie de sorgho et un fléchissement des prix.

Ensuite, pour les zones nomadisme pastoral et oasienne/mixte, des prix bas pour les caprins et des caméliens réduiraient les revenus des ménages et donc leurs accès aux aliments. Pour les autres zones, ce sont plutôt des prix bas des bovins, ovins et des caprins qui pourraient poser des problèmes. Les risques d'une chute de prix peuvent avoir ses origines dans: i) une augmentation rapide de l'offre suite à un manque de pâturage et d'eau; ii) une baisse de la demande venant de l'extérieur par exemple suite à une appréciation de l'Ouguiya; iii) des réglementations de l'importation du bétail dans les pays environnants; et iv) une augmentation des taxes formelles/informelles.

Par ailleurs, une faible demande de main d'œuvre, soit en zone rurale, soit en zone urbaine nationale ou internationale (à travers des transferts) aurait un impact négatif sur les revenus des ménages et l'accès aux aliments.

Enfin, dans les zones agricoles, agropastorales et de la vallée, des prix bas pour le sorgho, le niébé et le riz immédiatement après la récolte réduiraient les revenus des ménages (et leur capacité de remboursement).

9 Recommandations

9.1 Résumé des recommandations adaptées par l'atelier de validation

Sur la base des recommandations faites par les auteurs de la présente étude, décrites dans les sections 9.2 – 9.5, les participants de l'atelier de validation tenu à Nouakchott début septembre 2006, ont retenu les recommandations suivantes :

- Eviter les achats locaux de céréales produites, vu le déficit de production par contre l'achat des produits importés auprès des entreprises basées en Mauritanie n'aurait pas de conséquences négatives sur le marché si le paiement se fait en devises et que l'achat soit planifié à l'avance ;
- Surveiller les prix des principaux produits alimentaires et du bétail ;
- Renforcer les Systèmes d'Information sur les Marchés (SIM) existants et en faire des outils d'action, alternativement, considérer de retenir la structure envisagée par le PAM à condition qu'elle ne remette pas en cause

l'existence du SIM/OSA, un système commun opérationnel de suivi des marchés est nécessaire ; et

- Maintenir le suivi des importations du blé et du riz déjà assuré par l'OSA à travers le Groupe technique Spécialisé (GTS) et le PAM du fait que le suivi de la sécurité alimentaire n'est pas complet sans une connaissance des flux transfrontaliers principaux déterminants de la sécurité alimentaire en Mauritanie.

9.2 Implications pour l'assistance alimentaire

Pour la plupart des villageois interviewés, accéder aux marchés n'est pas facile: les distances jusqu'aux marchés sont énormes et pendant la saison des pluies, l'accès est bloqué durant 1 mois et demi en moyenne, au milieu de la période de soudure. En outre, les marchés locaux ne sont souvent pas très compétitifs. Pour les populations rurales, les programmes d'assistance utilisant du 'cash' ne peuvent donc pas se faire sans un accompagnement pour financer le transport entre le village et le marché au niveau du moughata ou wilaya.

L'existence d'un système commercial basé sur le crédit et des relations de confiance entre le villageois et le commerçant local, ne militent pas en faveur de la distribution de coupons ou de cash comme instrument d'aide alimentaire. Le bénéficiaire a tout intérêt à utiliser les coupons et le cash en priorité pour le remboursement des dettes afin de maintenir de bonnes relations avec le commerçant et de continuer à avoir accès au crédit dans l'avenir.

L'achat local de céréales produites localement n'est pas recommandé en raison du déficit de production. Il est par contre probable que des achats de produits importés auprès d'entreprises basées en Mauritanie n'auront pas de conséquences négatives sur le marché si les conditions suivantes sont respectées: i) le paiement est effectué en devises afin d'éviter le problème du manque de devises; ii) l'achat est planifié (4-6 semaines). Il existe des infrastructures pour produire de la farine enrichie à Nouakchott; si le PAM est intéressé, un expert en achats locaux devrait poursuivre la recherche d'informations.

9.3 Réaction du marché à une chute des disponibilités

Comme il l'a été évoqué plus haut (chapitre 7), les principales menaces sont soit liées à l'importation de céréales, soit à la production agricole et/ou animale.

En cas de grave perturbation des importations de blé et de riz, deux mécanismes de réponse existent: une utilisation des stocks existants en Mauritanie et une hausse de l'importation des céréales sèches du Mali et du Sénégal. Etant donné que les stocks alimentaires sont modestes et que les excédents en céréales sèches des pays voisins sont en général faibles, une crise alimentaire pourrait se produire.

Dans le cas d'une chute de la production agricole, les importateurs de blé⁸ ont la capacité de compenser le manque en céréales disponibles dans le pays, à condition que la disponibilité des devises ne soit pas un facteur limitatif et que d'autres entraves à l'importation se ne posent pas. Tout cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de problème au niveau de l'accès aux aliments: i) une chute de production entraîne une chute des revenus dans certaines zones; ii) l'éloignement, les coûts de transports élevés, la demande atomisée et la faible

⁸ La réponse des importateurs du riz est difficile à prédire.

compétitivité au niveau des villages ne garantissent pas une disponibilité des céréales à un prix réaliste.

L'élevage peut se trouver dans une position difficile en raison d'événements et de situations habituels comme de mauvais pâturages, un manque d'eau, de faibles prix etc., et en raison de problèmes d'exportation du bétail. Les deux situations impactent surtout sur les revenus et donc sur l'accès aux aliments.

9.4 Suivi des prix agricoles et des prix du bétail

9.4.1 Objectif

Il est évident qu'un renforcement de la capacité du CSA en matière de collecte et d'analyse des prix sera la meilleure solution pour arriver à un meilleur suivi des prix agricoles et du bétail. Néanmoins, cette solution n'est pas considérée faisable pour le PAM seul. Un tel renforcement demanderait beaucoup de ressources financières et humaines, ainsi que de temps avant de se réaliser. Le traditionnel bailleur de fonds de ce système - l'Union européenne - s'est retiré de cette activité en 2004. Pour le PAM, il est estimé que les coûts du renforcement du CSA seraient trop élevés même si des calculs précis n'ont pas été faits dans le cas de la Mauritanie. L'expérience du PAM avec le SIMA au Niger montre que le renforcement du système existant peut facilement coûter plus de 50 000 \$ US par an. Enfin, il est possible que d'autres partenaires interviennent pour que l'actuel système soit re-dynamisé dans les années à venir, mais cela prendra du temps et le PAM ne peut se permettre d'attendre.

Donc, l'objectif intérimaire est la mise en place d'une capacité - légère mais opérationnelle - de suivi des marchés, à travers les sous-bureaux du PAM, en vue d'améliorer le ciblage de l'aide alimentaire. Cette capacité de suivi permettra de détecter des problèmes: i) d'accès aux aliments à travers les marchés ; ii) d'approvisionnement des marchés en céréales; et iii) de vente d'aide alimentaire sur les marchés. Le produit attendu est une analyse descriptive de l'évolution des marchés qui sera intégrée dans le rapport (SitRep) mensuel du PAM. Quand ce système fonctionnera bien, des paniers de consommation et de revenus peuvent être constitués afin de permettre de traduire les changements de prix en changement de pouvoir d'achat réel.

9.4.2 Méthodologie

Le principe de base est de collecter régulièrement des informations sur quelques indicateurs clés sur un petit échantillon de marchés considérés comme important pour la sécurité alimentaire. Ces informations seront collectées toutes les deux semaines par le personnel du PAM du bureau à Nouakchott, des sous-bureaux et des antennes, et transmises à l'unité de suivi-évaluation basée à Nouakchott. Cette unité sera chargée de la saisie et de l'analyse des prix, ainsi de la préparation d'une section 'Evolution des prix' qui sera intégrée dans le SitRep.

La sélection des marchés a été faite dans le chapitre VI. 3: Risques commerciaux et indicateurs à suivre. Sur la base du critère de la pertinence des marchés pour la sécurité alimentaire de la zone agro-écologique, 25 marchés ont été retenus. Par la suite, les marchés les plus proches des antennes et des sous-bureaux seront sélectionnés afin de minimiser les frais du système. Il s'agit des marchés de Néma, Tidjika, Nouakchott, Aleg, Kiffa, Aioun, Sélibaby et Kaédi. Exception faite de la zone transhumant pastoral, toutes les zones sont couvertes. Une solution pour cette zone devrait être trouvée ultérieurement.

La collecte sera faite sur la base d'un questionnaire. Les produits à suivre ont également été sélectionnés au chapitre VI. 3: Risques commerciaux et indicateurs à suivre. Il s'agit du riz local, du riz importé, du sorgho, du blé, des brebis, des chèvres et du sucre. Les prix 'au consommateur' seront collectés en unité locale, dont le poids sera vérifié chaque quatre semaines. L'enquêteur fera la traduction en kg sur place. L'âge et la taille des animaux à suivre sont à déterminer.

Les enquêteurs se rendront sur les marchés le même jour, au même moment, toutes les deux semaines, pour observer trois transactions par produit suivi. Le calendrier par marché sera fixé ultérieurement. Les enquêteurs seront formés avant le début de l'opération.

L'analyse sera faite sur la base d'une bonne connaissance du fonctionnement des marchés et leur impact sur la sécurité alimentaire, présentée dans l'actuel document. Au début, peu de données seront disponibles pour faire une analyse approfondie: il faudrait au moins une année de collecte des données pour pouvoir faire les premières comparaisons dans le temps. Un appui technique en matière d'analyse sera disponible au niveau du bureau régional et également au niveau des partenaires, notamment FEWS Net.

9.4.3 Suite

Les activités à entreprendre sont :

- Finalisation de la liste des marchés et des indicateurs;
- Finalisation du questionnaire;
- Finalisation de la méthodologie de collecte des données;
- Formation des enquêteurs;
- Elaboration d'une base de données la plus simple possible; et
- Elaboration d'un canevas pour l'analyse.

Il est proposé que la collecte des données commence fin septembre 2006.

9.5 Suivi des importations et exportations

9.5.1 Introduction

Un suivi de la sécurité alimentaire se fera difficilement sans suivi des flux transfrontaliers, élément déterminant de la sécurité alimentaire en Mauritanie. Plusieurs menaces sur les importations et exportations ont été identifiées (chapitre 3 et 6), pour lesquelles les indicateurs quantitatifs suivants aideront à apprécier ces risques au cours de l'année:

- taux de change UM/\$US, UM/EURO et UM/FCFA;
- les prix du blé et du riz sur le marché international;
- la direction et la quantité des flux des vivres entre – d'un côté - la Mauritanie et – de l'autre - le Mali et le Sénégal;
- la quantité d'animaux exportés; et
- la quantité de blé et de riz importée.

S'ajoutera un suivi plutôt qualitatif des perspectives d'importations du blé et du riz, de la disponibilité des devises pour l'importation du blé et du riz et des obstructions formelles et informelles à l'exportation d'animaux.

9.5.2 Méthodologie proposée

Taux de change : la collecte des données sera intégrée dans la collecte des prix au marché de Nouakchott (voir 9.3); le taux concerne celui sur le marché parallèle, UM/\$ US et UM/EURO (celui avec le FCFA peut être calculé à partir du taux UM/EURO); les données seront saisies dans la base de données 'prix' de l'Unité de suivi évaluation; le résultat de l'analyse peut être incorporé dans le Sit Rep si l'évolution est inquiétante.

Prix du blé et du riz sur le marché international: les données sont disponibles sur le site web de la FAO: <http://www.fao.org/es/esc/prices>; les données seront saisies dans la base de données 'prix' de l'Unité de suivi évaluation; le résultat de l'analyse peut être incorporé dans le SitRep si l'évolution est inquiétante.

Suivi des flux transfrontaliers avec le Sénégal et le Mali: Ce système de suivi devra entrer dans le cadre de la mise en place d'un système régional du suivi des flux transfrontaliers; ce dossier est piloté par le CILSS en collaboration avec ses partenaires. Vu que la grande majorité des flux transfrontaliers sont informels, que les commerçants et les douaniers préfèrent éviter un contact officiel au niveau de la frontière et qu'en temps de crise la tension entre les autorités voulant limiter l'exportation des vivres et les commerçants pourrait monter, ce système de suivi devrait travailler indépendant des structures officielles. Le CILSS proposera un système de suivi régional en août 2006, suite à une série de missions dans les zones transfrontalières de la région.

Suivi des importations du riz et du blé: La collecte – même partielle – des données par le Port de Nouakchott servira comme base. Les données mensuelles seront intégrées dans la base de données 'prix' de l'Unité de suivi évaluation du bureau du PAM en Mauritanie.

Perspectives d'importations: Il sera essentiel de renforcer la collaboration et la confiance avec quelques grands importateurs du riz et du blé. Par exemple, la relation avec les Grands Moulins de Mauritanie – déjà existante – pourrait être renforcée par des rencontres régulières. Il serait intéressant de connaître leur appréciation des marchés et des importations. La disponibilité des devises et les perspectives d'importations peuvent être évaluées ensemble.

Obstructions à l'exportation de bétail: Il n'est pas attendu que ce facteur soit très variable, néanmoins il pourrait avoir un grand impact sur les revenus des éleveurs. Les informations seront disponibles à travers la presse. Il est mentionné ici juste pour tirer l'attention sur l'importance de la possibilité de pouvoir exporter le bétail sans obstructions formelles et informelles.